

Pouvoir d'emprunt

Par suite de la baisse de ce taux et d'acquisitions plus judicieuses de la part des responsables du ministère de la Défense nationale, nous avons réussi à épargner 154 millions sans aucunement mettre en péril nos engagements présents et futurs.

Je voudrais que les députés songent à la gravité de cette affirmation. Le ministre a dit que les dépenses du ministère avaient baissé par suite d'une réduction du taux d'inflation. Autrement dit, son gouvernement voulait faire passer un rajustement des prévisions du Conseil du Trésor pour une réduction des dépenses.

● (1530)

Si c'est ce que le gouvernement a fait pour la coupure budgétaire de 154 millions de dollars du ministère de la Défense nationale, que faut-il penser de tous les programmes gouvernementaux dont le budget est indexé en fonction du taux d'inflation prévu pour la période appropriée? Nous savons que le taux d'inflation a baissé. Nous savons qu'il baisse encore. D'après les chiffres publiés, nous savons qu'il équivaut depuis plusieurs mois à un taux annuel d'environ 1 ou 2 p. 100. Le ministre de la Défense nationale nous a dit qu'il n'y avait pas eu de compressions budgétaires, mais plutôt un rajustement des prévisions en fonction du taux de l'inflation. Combien d'autres compressions budgétaires sont en réalité des rajustements en fonction de l'inflation? Combien en a-t-on fait pour calculer le déficit des années à venir et aboutir à des résultats aussi ridicules?

Le ministre d'État chargé des Finances ne pourra peut-être pas répondre à cette question aujourd'hui. J'imagine que nous devons interroger les fonctionnaires et que le gouvernement s'efforcera de rationaliser ses chiffres. Il faudrait à cet égard examiner la déclaration de M. Stockman à propos d'un calcul semblable fait par le gouvernement Reagan en 1981. Je dois dire, monsieur le Président, qu'il faudrait obliger tous ceux qui ont participé à l'exercice budgétaire, aux compressions des dépenses, que nous devons officiellement au vice-premier ministre (M. Nielsen), mais dont la responsabilité incombe certainement au ministre des Finances, à lire cet article. Comme le dit Stockman:

Aucun d'entre nous ne comprend vraiment ce que tous ces chiffres signifient. Il y a tellement de budgets différents, tellement de données de base différentes et tellement d'éléments interactifs reliés aux décisions politiques, au milieu économique et à tous les mystères internes du budget, et il y en a beaucoup, que, lorsque les gens tirent des conclusions, on ne voit pas très bien comment ils en sont arrivés là. On ne voit pas très bien comment nous en sommes arrivés là nous-mêmes.

On comprend mal comment le gouvernement et le ministre des Finances sont passés d'une somme d'environ 27 milliards de dollars pour atteindre un déficit de près de 37 milliards en 1985-1986, sans parler des années subséquentes. En affirmant qu'une tranche des 154 millions de dollars—combien exactement, nous l'ignorons—n'est qu'un simple rajustement d'un niveau de référence fait par le Conseil du Trésor, le ministre de la Défense nationale éveille en nous quelque soupçon. Partant, comment son collègue des Finances peut-il avoir le front de venir demander à la Chambre de l'autoriser à emprunter 16 milliards de dollars pour l'année prochaine? Cette demande est tout à fait injustifiée.

Si les compressions ont été gonflées, étant donné les liens qui unissent les conservateurs à Washington, c'est peut-être qu'ils ont su tirer une leçon de ce qui s'est passé chez nos voisins du Sud. Stockman a fait l'objet d'un examen pour avoir annoncé diverses compressions budgétaires, et l'on dit que déçu, il ne

serait pas disposé à s'attribuer tout le crédit que d'autres auraient voulu lui prêter.

Je poursuis la lecture de cet article:

Parce qu'il savait que des décisions budgétaires beaucoup plus traumatisantes les attendaient encore et que les données du budget avaient été gonflées, les compressions de 35 milliards de dollars étaient moins importantes qu'elles ne le semblaient parce qu'elles portaient de chiffres imaginaires, de prévisions hypothétiques établies par le Congressional Budget Office, à partir desquelles les dépenses étaient susceptibles d'augmenter si le gouvernement ne modifiait pas ses programmes ou s'il n'y avait pas de reprise économique. Stockman savait que le CBO s'inspirait de données quelque peu irréfutables. Par conséquent, le montant des compressions était tout aussi irréaliste.

Monsieur le Président, à mon avis nous sommes devant une situation analogue. On nous présente un déficit hypothétique pour l'an prochain et les années suivantes, alors que les emprunts, eux, seront en dollars réels. Il y a bel et bien analogue. A titre de parlementaires responsables non seulement de ce côté-ci de la Chambre mais aussi, je l'espère, parmi les députés conservateurs, il convenait d'en faire état. La question touche à l'intégrité même de la Chambre, à son rôle de percepteur des deniers publics qui doit financer les dépenses de l'État.

Chacun doit se méfier des prévisions. En guise de réconfort, je signale à la ministre d'État aux Finances que l'an prochain, lorsqu'elle aura constaté que ses données et ses prévisions étaient fausses, il ne lui restera plus qu'à se demander dans quelle proportion.

Dans le *New York Times* du lundi 14 novembre, on peut lire les prévisions de dix économistes pour le deuxième mandat de M. Reagan. Cela peut paraître incroyable, monsieur le Président, mais selon ces experts, en 1985, la croissance réelle du PNB variera d'un minimum de 0.6 p. 100 à un maximum de 4 p. 100. Évidemment, le montant du déficit qui nous intéresse présentement est aussi fondé sur des projections, sans doute celles de notre ministère des Finances. Quand le ministre et ses collaborateurs viendront témoigner devant le comité, nous pourrions sans doute apprendre de quelles données on s'est servi pour bâtir le modèle. Mais il reste que le ministère s'est discrédité en avançant un chiffre excédant de 9.1 milliards celui que les mêmes fonctionnaires avaient arrêté il y a quelques mois, en utilisant en principe les mêmes méthodes.

Il nous serait difficile d'autoriser une demande de ce genre en nous basant sur ce qui semble être un écran de fumée. David Stockman a déjà dit que les chiffres qui figuraient dans les budgets étaient des «nombres politiques». D'après moi, monsieur le Président, c'est ce genre de chiffres auxquels nous avons affaire en l'occurrence. C'est aussi le même matériel qu'on nous a servi dans l'exposé économique. Et c'est sans doute ce que l'on continuera de nous fournir, des nombres politiques. Mais les 16 milliards que le ministre d'État aux Finances, en l'espace de cinq ou six minutes, a réclamés pour l'an prochain ne sont sûrement pas un numéro politique. Ce sont des dollars réels qu'il faudra emprunter sur le marché canadien.

Nous voulons savoir comment le ministre des Finances en est arrivé à ce chiffre. En tant que parlementaires responsables devant les électeurs, nous ne pouvons nous contenter d'acquiescer en fermant les yeux. Peu importe combien nous sommes, nous avons un rôle à jouer. Nous tenons à ce que le gouvernement sache clairement, dès le début de son mandat, que nous voulons qu'il nous donne plus de renseignements, plus de données, qu'il fasse preuve d'une plus grande ouverture et d'un plus grand sens des responsabilités. Ce qui a fait défaut